

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 364
vendredi 7 novembre 1975

ANGOLA : LES CRIMINELLES RESPONSABILITÉS DE L'URSS

Pour l'Angola le jour de l'indépendance, fixée au 11 novembre prochain, est désormais tout proche. A cette date les dernières troupes portugaises évacueront le sol angolais après plusieurs siècles d'occupation et plus de 10 années d'une guerre coloniale particulièrement féroce.

Mais ce jour — qui devrait être de fête et de liesse à travers tout le pays — se prépare dans le deuil et les souffrances d'un peuple déchiré par une guerre civile qui, en 6 mois, a déjà fait plus de 20 000 morts. Les trois mouvements de libération, MPLA, FNLA et UNITA, après avoir lutté côte à côte contre le colonialisme portugais, s'affrontent maintenant dans des combats fratricides. Chacun d'entre eux se prépare à proclamer unilatéralement son pouvoir sur les régions qu'il contrôle, au risque d'une partition du pays en trois morceaux et de l'approfondissement d'une cruelle guerre civile.

Pourtant, le 15 janvier dernier, surmontant leurs divergences, les trois mouvements s'accordaient pour former, avec les autorités portugaises, un gouvernement de transition devant permettre au pays d'accéder pacifiquement à l'indépendance. Que s'est-il donc passé depuis qui explique la dramatique situation d'aujourd'hui ?

Une fois de plus un peuple du tiers monde fait les frais de la rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances. Outre le pétrole, le sous-sol angolais est prodigieusement riche en minerais de première importance : or, diamant, uranium, manganèse, phosphate, suscitent bien des convoitises. De plus, situé au cœur même de l'Afrique, l'Angola occupe une place stratégique incomparable. Les USA, qui exploitent déjà intensément les gisements de pétrole de l'enclave angolaise de Cabinda, le «Koweït africain», ne veulent pas se laisser déposséder de cette aubaine. A maintes reprises, l'impérialisme américain a proclamé «qu'après l'Europe, il entendait accorder toute son attention à l'Afrique». Mais l'autre superpuissance, l'URSS sociale-impérialiste, a les dents plus longues encore et nourrit des ambitions d'expansion effrénées dans cette région du monde aussi.

Depuis la chute du fascisme portugais, elle est passée à l'offensive en Angola. Pour cela, elle a jeté son dévolu sur l'un des mouvements de libération qu'elle dresse contre les deux autres, qualifiés par elle de «réactionnaires» et d'«agents de l'impérialisme». Dans ce but, elle a multiplié les livraisons massives d'armement lourd à ce mouvement, violant en cela ouvertement les accords d'Alvor. Elle a décliné une

(Suite page 8)

PORTUGAL

REVELATION SUR UNE PROVOCATION DEJOUÉE

Le «Front militaire uni antifasciste et antisocial-fasciste» (FMU) qui rassemble les soldats refusant à la fois les manœuvres de la droite et celle des forces pro-soviétiques, vient de révéler une bien curieuse affaire dont l'objectif était de tenter de compromettre le «groupe des neuf», rassemblant les officiers favorables à l'indépendance nationale du Portugal de l'une comme de l'autre superpuissance, afin d'obtenir leur éviction du Conseil de la révolution.

Le 30 octobre dernier, un homme, se disant représentant d'une association de rapatriés, prenait contact avec un officier membre du «groupe des neuf». Il l'invitait à participer à une réunion qui devait avoir lieu le lendemain, à Braga, dans les locaux d'un séminaire. Le 31 octobre, l'armée, sur un renseignement fourni par le «Copcon», conseil d'officiers où dominent toujours des éléments favorables à Moscou, faisaient une «descente surprise» dans ce séminaire et arrêtaient deux anciens officiers partisans de Spínola qui se trouvaient réfugiés là. Si l'officier du «groupe des neuf» contacté la veille, s'était rendu au rendez-vous, il se serait trouvé ainsi en fâcheuse posture et aurait eu du mal à expliquer sa présence sous le même toit que ces comploteurs de droite, d'autant que l'ex-commandant Alpoim Calveo, bras droit du général Spínola au sein du Mouvement démocratique de libération du Portugal (MDLP), également réfugié là venait de quitter le séminaire quelques instants seulement avant l'intervention de l'armée.

Enfin le «Front militaire uni antifasciste et antisocial-fasciste» s'étonne fort que l'intersyndicale, dont l'appareil est largement sous la coupe du PCP de Cunhal, ait réagi immédiatement après l'opération, avant que celle-ci ait été rendue publique, pour demander au Copcon «un châtiment exemplaire de tous les terroristes arrêtés». Le FMU trouve très étrange que l'intersyndicale pro-soviétique ait été si vite et si bien renseignée. Oui, une bien curieuse affaire en vérité ! Qui montre que si l'extrême-droite complotte effectivement les forces pro-soviétiques cherchent, de leur côté, un prétexte pour prendre le pouvoir.

Hassan II annonce le départ de la
«marche verte» sur le Sahara
occidental :

UNE DECISION LOURDE DE CONSEQUENCES

«La "marche verte" commencera demain» a annoncé le roi Hassan II dans un discours prononcé mercredi soir. Il a ajouté à l'intention des 350 000 Marocains qu'il engage ainsi dans une aventure incertaine et dangereuse : «Si on tire sur toi, fort de ta détermination et de ta foi, continue ton chemin. Si des intrus essaient d'entraver ta marche, ton armée sera là pour te défendre». C'est une déclaration lourde de conséquences que vient ainsi de prendre Hassan II en donnant le coup d'envoi d'une invasion déguisée du Sahara occidental. (article p. 5)

Dans ce numéro,
La suite de notre enquête
sur «LA NOUVELLE
EXTREME-GAUCHE»

aujourd'hui :
LA LIGUE DE KRIVINE

page 4



LES TRAVAILLEURS D'AIR-FRANCE SE DRESSENT

CONTRE LA REPRESSION BOURGEOISE

Au lendemain de la manifestation devant le siège d'Air-France dans le quartier Montparnasse à Paris, à l'issue de laquelle 4 travailleurs devaient être hospitalisés par suite de blessures provoquées par l'intervention extrêmement brutale des CRS, les travailleurs de la compagnie continuaient leur grève et multipliaient les actions et manifestations susceptibles de faire aboutir leurs justes revendications. Alors que la bourgeoisie et son gouvernement ne cachent pas leur intention de réprimer sévèrement les luttes ouvrières et populaires, alors qu'ils continuent de donner l'ordre à leurs forces de police d'user de la violence pour briser les mouvements de grève et toutes les actions de masse, les travailleurs d'Air-France, notamment ceux d'Orly et de Roissy, devaient faire la preuve tout au long de la journée du 5 novembre de leur grande combativité et de leur détermination à vaincre.

Dans la matinée, à Orly, les personnels au sol employés par Air-France se réunissaient en assemblée générale et décidaient de reconduire la grève pour 24 heures, jusqu'à l'assemblée générale suivante, jeudi

matin. Puis vers 10h 30, plusieurs milliers de grévistes quittaient l'aéroport pour se rendre à la préfecture du Val-de-Marne à Créteil où une manifestation était organisée. Une délégation de 500 travailleurs scandant des mots d'ordre contre la répression policière et pour la satisfaction des revendications était alors reçue par le directeur du cabinet du préfet auprès de qui elle exigeait notamment le retrait immédiat des forces de police à Orly.

Dans le même temps, à l'aéroport de Roissy se tenait, à l'initiative notamment de la CFDT, un meeting de protestation contre la répression policière. Des travailleurs de la compagnie TWA solidaires de leurs collègues d'Air-France devaient y participer. Des débrayages étaient organisés et, à l'issue du meeting, plus d'un millier de travailleurs parcouraient l'aéroport manifestant leur colère contre la direction d'Air-France et contre les violences commises sur les grévistes, à sa demande, par les flics de la bourgeoisie.

Alors que les chiffres publiés par les sources d'information bourgeoises cherchaient à minimiser l'am-

pleur de la lutte on apprenait qu'en réalité le mouvement était encore plus largement suivi que les jours précédents non seulement à Orly mais également à Roissy et en province. En fait, partout de sérieuses perturbations du trafic étaient enregistrées, et notamment des retards aux décollages. En outre, à Marseille, Nice, Toulouse, etc., des assemblées générales devaient se tenir mercredi après-midi et jeudi matin pour définir les modalités de la poursuite de la lutte.

Enfin une rencontre entre les syndicats du personnel au sol et le syndicat national des pilotes de ligne était annoncée pour jeudi, en vue d'organiser une protestation commune contre le déchaînement de violence des forces de police, notamment lors de la manifestation de mardi matin au siège de la compagnie Air-France.

Ainsi se manifestait mercredi la profonde colère que suscite chez les travailleurs d'Air-France le déchaînement de violence dont la police a fait preuve sans discontinuer, sur ordre du pouvoir, depuis les premiers jours de la lutte et particulièrement le 4 novembre. Cette colère est juste comme sont légitimes les revendications pour lesquelles les travailleurs d'Air-France se battent courageusement depuis un mois. Que partout pour obtenir satisfaction ils se lèvent en masse contre la répression policière, que partout ils opposent à la violence réactionnaire de la bourgeoisie la violence populaire de masse.

LES LUTTES DANS LES GRANDS MAGASINS

Dans la grande majorité des cas, les salaires de ce secteur avoisinent le SMIC et c'est pourquoi les augmentations sont le plus souvent mises en avant. Mais la diminution lente mais régulière des effectifs entraîne une augmentation des cadences et les conditions de travail deviennent de plus en plus insupportables, notamment à l'approche des fêtes. C'est pourquoi les luttes se sont multipliées ces derniers temps. Citons, parmi les dernières :

- Les galeries Lafayette à Lyon et Montpellier : les travailleuses ont obtenu 90 F d'augmentation sur toute la grille ;

- Inno-Montparnasse à Paris : réduction d'une heure du temps de travail des «nocturnes» ; primes de 150 F pour les manifestations commerciales ;

- Printemps à Rennes : en plus des 5 % prévus, une augmentation de 50 F et un rajustement de 28 F au 1er juillet ;

- L'hyper marché Radar à Clermont-Ferrand : après 5 semaines de grève, ils ont obtenu

56 centimes de l'heure, le retour aux 40 heures en 76, la suppression des contrats limités de 3 mois, la totalité de la prime de fin d'année (au terme d'un an de présence) ;

- Docks rémois, GEM, La Montagne, Goulet-Turpin à Reims ;

- Euromarché à Creil.

Deux traits importants de ces luttes : même si par suite de conditions difficiles, les reprises de travail s'effectuent quelques fois sur des résultats apparemment minimes, le rapport des forces est toujours amélioré, le niveau de conscience des travailleurs élevé ; d'autre part, la recherche de l'extension au niveau de la ville, de la région, de la chaîne de magasins, immédiatement recherchée.

La CGT a décidé d'organiser une «semaine d'actions» du 11 au 17 novembre et a demandé à la CFDT de s'y associer.

Mais attention ! Restons vigilants et offensifs pour faire échec à toute entreprise de récupération.

Echos

LA FILATURE DE FRAIZE, DANS LES VOSGES est occupée. Les Établissements Ecremont, qui en sont propriétaires, avaient décidé de la liquider et de licencier tout le personnel. Aussi le 20 octobre, les 156 salariés de l'entreprise se sont-ils mis en grève illimitée avec occupation des locaux.

Les locaux administratifs de la **COMSIP ENGINEERING A SAINT-HERBLAIN EN LOIRE-ATLANTIQUE**, sont occupés depuis le 5 octobre. Les travailleurs luttent ainsi contre 75 licenciements. Mardi soir le tribunal des référés de Nantes a ordonné aux grévistes de quitter les lieux.

L'**USINE DE MATRIÇAGE DE PUILLY-GEOFFROY DE NOISY-LESEC** (80 ouvriers dont un certain nombre payés au SMIC) est en grève avec occupation depuis le 22 octobre. Raison de la grève : conditions de travail, aménagement de la grille hiérarchique, augmentation de salaire.

LE HAVRE : L'ÉQUIPAGE DU PÉTROLIER FRANÇAIS «OPALE» EN GREVE.

L'équipage a décidé, mardi au cours de l'escale inaugurale au Havre, de refuser tout appareillage jusqu'à satisfaction de ses revendications, et a déclenché une grève de 24 heures reconductible. Les marins demandent surtout des améliorations de leurs conditions de travail.

La grève empêche l'entrée dans le port de 5 pétroliers qui transportent au total 350 000 tonnes de pétrole brut.

Par leur opposition à tout départ du navire du poste où il est amarré, les marins de l'«Opale» interdisent l'accès du port pétrolier havrais aux plus gros tankers. Ce poste est en effet le seul dont les profondeurs permettent la manœuvre de pétroliers de 200 000 tonnes de port en lourd.

D'après la CGT, ils ont le soutien des autres unités de la CNP (Cie nationale des pétroles) actuellement en mer, ce qui pourrait amener à paralyser l'ensemble de la flotte de la compagnie.

A nos correspondants

De quels genres d'articles avons-nous besoin dans les pages «France des luttes» ?

Il sont de trois sortes :

- **DES ÉCHOS TRES BREFS**, qui servent surtout à montrer que les travailleurs qui luttent dans une entreprise ne luttent pas seuls, ils sont des dizaines de milliers dans toute la France. Ces échos doivent donc donner un panorama, dégager les grandes revendications du moment et les formes de luttes adoptées, le développement de la mobilisation dans une région, une branche, un trust.

- **DES ARTICLES COURTS**, donnant des infirmations un plus détaillées sur la lutte, le rapport des forces en présence... sans se lancer dans de larges commentaires. Ce genre d'articles, ne devant absolument pas dépasser une page dactylographiée, doit permettre de faire le point sur une

lutte en cours en étant relayés par des échos si c'est nécessaire. Mais surtout ne pas attendre que la grève soit terminée pour en faire part au journal. Donc nécessité d'**ÉCRIRE PLUS SOUVENT** et en général **PLUS BRIÈVEMENT**.

- A ce moment-là la troisième sorte d'articles, faisant plus une analyse, n'a pas besoin de rappeler tous les faits plus ou moins importants qui ont dû déjà être dit, et doit donc être plus concise.

De même il est important que les camarades qui se trouvent sur un secteur où se mène une lutte, **SE RENDENT SUR PLACE**, les rédacteurs ne pouvant pas être partout. Suivre les luttes de près, informer le journal, doit être une préoccupation constante des communistes, d'autant plus s'ils sont eux-mêmes dans l'entreprise.

UN MEME COMBAT

.Contre le chômage partiel
.Contre la répression
.Contre les traîtres

A VITRY : Licenciements, sabotage du P«C»F...
 De nouvelles actions se préparent.

Quand la direction de l'usine annonça les licenciements de 2 ouvriers, Mirade et Morin, le jeudi 16 octobre au soir, aucun doute n'était possible. Nos patrons décidaient de franchir un pas, de faire un exemple en les jetant à la rue pour des prétextes n'ayant jamais donné lieu à la moindre sanction. Pour la direction il fallait endiguer un mouvement de protestation croissant et une situation qui se dégradait pour elle : son moyen : la répression !

Aussitôt, à l'initiative des sections CFDT, FO et CGT de l'usine, un meeting de 500 personnes et une première occupation des locaux de la direction eurent lieu le vendredi 17. Aucune solution n'étant trouvée, l'action se renouvelle dès le lundi 20 à 9 h 30, avec retenue du chef du personnel directement responsable des deux licenciements.

C'est l'intervention des CRS qui mit fin à l'occupation le lundi soir à 19 heures. Suite à cette action, la direction licencie de nouveau un technicien, militant révolutionnaire, un des principaux animateurs de la grève de 1968 à l'usine, et veut licencier 2 ouvriers, délégués syndicaux CFDT et militants de l'Humanité rouge.

Aujourd'hui, après quelques meetings, débrayages et manifestations de solidarité financière avec les camarades frappés par la répression, ce sont de nouvelles actions qui se préparent dans l'usine en coordination avec les autres travailleurs du trust.

LE ROLE DE LA COMMISSION SPECIALE DU COMITÉ CENTRAL DU P«C»F...

Une fois de plus, après 68 et 72 (voir Prolétariat No. 1), les travailleurs de l'usine ont eu non seulement à affronter la direction mais aussi une poignée de traîtres travaillant à saboter le mouvement de l'intérieur. Il y a un mois et demi, le comité central du P«C»F annonçait, dans «l'Humanité», la mise en place d'une commission spéciale en son sein chargée de suivre directement l'activité du P«C»F dans 42 grosses entreprises de France dont l'usine Rhône-Poulenc de Vitry ; ceci afin d'apporter à la classe ouvrière les lumières du «programme commun» avec encore plus d'efficacité !

Eh bien, les travailleurs ont vu. Dès le vendredi, les responsables du P«C»F qui animent la section CGT majoritaire dans l'usine, n'ont suivi qu'à contre-cœur l'initiative proposée par la CFDT.

... SES «LUMIERES»...

Mais le lundi matin, peut-être les «lumières» du comité central avaient-elles été consultées : bien que toujours présents physiquement, et avec le sigle CGT au bas du tract d'appel, les responsables en question firent tout pour empêcher la mobilisation. Ils ne voulaient pas perdre la face devant les centaines de travailleurs déterminés à l'action, dont la moitié des adhérents CGT, mais voulaient à tout prix la faire échouer car ils savaient que l'initiative et la direction de la lutte leur avait échappé dès le vendredi. Ces «démocrates» sont paniqués devant l'initiative révolutionnaire des masses. A 11 h 30 le

lundi, ils parlaient déjà de reprendre le travail, échec devant la révolte de nombre d'adhérents CGT. A 14 heures ils recommencent et annoncent que de toute façon ils cesseront l'action à 17 heures. Pendant toute la journée, ils avaient ainsi miné peu à peu le moral d'une partie des grévistes et surtout découragé d'autres de se joindre au mouvement. N'est-il pas pire ennemi que celui qui porte le même uniforme que nous, mais combat pour le camp adverse ?

...MAIN DANS LA MAIN AVEC LES FLICS !

Une des premières paroles du commissaire de police, «bon enfant» qui côtoie régulièrement les élus locaux du P«C»F comme Messieurs Rosette et Dupuis, lors de l'intervention des flics a été : «J'ai appris que la CGT n'est plus avec vous, est-ce que vous confirmez la chose ?» Sans commentaires... !

LE P«C»F VEUT DÉARMER LES MASSES : LA LUTTE DE MASSE LES BALAIERA !

Les responsables P«C»F de l'usine ont le culot de dire : «On vous l'avait bien dit, vous voyez la répression, fallait pas agir comme ça.» Comme au Chili, on désarme les masses, et après on attaque les militants révolutionnaires.

Non, messieurs les révisionnistes, prendre des coups ne signifie pas automatiquement qu'on a eu tort. En l'occurrence aujourd'hui, ce sont aussi des dizaines de milliers de travailleurs qui occupent leurs usines, séquestrent les patrons, et affrontent les forces répressives de la bourgeoisie. Alors ceux qui prennent des coups n'ont pas d'illusion sur la voie qu'il faut suivre pour changer la société (certainement pas celle du programme commun), ils marchent résolument à l'avant-garde du fleuve immense qui s'ébranle pour s'opposer au chômage, à la misère, à la fascisation, et qui baliera sur sa route la société capitaliste et tous ses complices.

Des ouvriers de Vitry.

A CHALAMPÉ (près de Mulhouse) : Les coups bas se multiplient.

Des actions ont commencé depuis le 22 septembre, pour protester contre le chômage partiel, qui annulait les 4 % d'augmentation de salaire obtenu depuis le début de l'année, (qui étaient déjà moitié moins de la hausse officielle des prix !), ce qui démontre une considérable paupérisation des travailleurs (pas un centime d'augmentation depuis le 1er janvier !).

Notons que la CFDT (qui est majoritaire dans l'usine, alors que la CFT est majoritaire au CE) a attaqué en justice la direction de Rhône-Poulenc. Le jugement rendu : le tribunal se déclare incompétent !

QUAND LES DIRIGEANTS CGT SERVENT LA CFT ET LE PATRONAT

Dès le 3e jour de la grève, Léon Tinelli, secrétaire départemental CGT, vient devant l'usine «donner des conseils» !!! aux travailleurs. Il dit qu'il faut agir de façon coordonnée avec les autres usines de Rhône-Poulenc, qu'il ne faut pas aller trop loin ici. Les travailleurs de Chalampé n'en croyaient pas leurs oreilles. Ils ont repoussé fort justement «ses conseils». Ils savent qu'ailleurs, dans d'autres usines de Rhône-Poulenc Industrie les dirigeants CGT ont la même tactique. Cette tactique a un but bien précis : freiner et stopper la lutte des classes dans les usines les plus combattives au nom de l'unité. Ensuite, les dirigeants CGT, toujours au nom de l'unité, demandent

aux travailleurs des autres usines d'arrêter le mouvement puisque les plus combattifs ont arrêté ou se sont montrés moins déterminés. Ces traîtres voudraient que les travailleurs s'aplatissent devant le patron. D'ailleurs, lorsque Tinelli faisait son discours à l'entrée de l'usine, la direction derrière les traîtres rigolait bien, disent les travailleurs.



Le pont frontalier de Chalampé se voit en arrière-plan entre la France et l'Allemagne, occupé par les grévistes de Rhône-Poulenc.

(Photo correspondant HR.)

La direction du monopole international Rhône-Poulenc croyait avoir trouvé là un allié de poids. Mais à Chalampé la CGT compte seulement 50 adhérents et, à part 4 ou 5, aucun n'a delendu le point de vue de Tinelli !

LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

Toutes les décisions importantes concernant la grève sont prises par l'ensemble des travailleurs réunis en assemblées générales. Les délégués syndicaux sont contrôlés par les ouvriers. Dans une consultation démocratique à main levée, l'ensemble des travailleurs vient de se prononcer clairement en faveur du maintien de la fermeture des portes, et, bien entendu, pour la continuation de la grève. Cela malgré les dirigeants de la CGT qui se désolidarisent alors des travailleurs : ils veulent bien continuer la grève, disent les dirigeants CGT, mais désapprouvent le principe des piquets de grève et n'en font plus partie.

La CGT, en dénonçant les piquets de grève, a favorisé l'initiative de la CFT et de la CGC du lundi 3 novembre, qui ont forcé le piquet de grève.

Les travailleurs font échec à toutes ces provocations. Ils se rendent compte que l'attitude de la CGC, de la CFT, de la CGT, fait le jeu de la direction de Rhône-Poulenc. Les coups bas contre les travailleurs se multiplient actuellement. Dans cette période de crise, la bourgeoisie tremble devant les travailleurs en lutte et espère s'en sortir en préparant le fascisme. Mais les dirigeants du P«C»F se démasquent de plus en plus, en faisant leur sale travail qui plus est... au nom de la liberté !

Correspondant HR.

La nouvelle extrême gauche (3)

LA LIGUE COMMUNISTE, UNE COMPOSANTE DES FORCES PRO-SOVIÉTIQUES

La secte trotskyste la plus connue de l'opinion publique est la «Ligue communiste». Qui, dans la capitale, n'a déjà entendu les flons-flons de sa fanfare des Beaux-Arts ? Sans parler des discours de son leader Krivine, candidat à la présidence de la République...

Mais, depuis quelques années, la Ligue n'occupe plus les premières places dans les défilés. Elle se rassemble derrière les cortèges de l'«Union de la gauche», voire du PCF ou de la CGT.

Avant d'analyser la raison politique de ce recul, rappelons d'abord les caractéristiques de cette formation.

UNE ORGANISATION NON-PROLÉTARIENNE

La Ligue est issue d'une des nombreuses scissions qui ont déchiré le Parti «communiste» internationaliste après 1945. Conscients à l'époque de la vanité de construire un parti ouvrier capable de rivaliser avec le Parti communiste français, certains trotskystes rejetèrent le principe d'une formation indépendante défendu par l'un de leurs dirigeants le nommé Lambert. Disciples d'un ancien secrétaire de Trotsky, Pierre Franck, ils décidèrent d'adhérer au parti dirigé par Thorez.

Mais ces militants se divisèrent à leur tour au gré des événements. De 1956 à nos jours ils engendrèrent le groupe de Michèle Mestre (pour le redressement du Parti communiste français, éditant «Le Communiste»), le groupe Posadas (Parti communiste révolutionnaire trotskyste, éditant «Lutte communiste»), le groupe Pablo (tendance marxiste révolutionnaire), etc.

La Ligue est actuellement dirigée par des éléments qui restèrent alors dans l'organisation de masse étudiante du PCF, l'Union des étudiants communistes. Mais, fin 1965, début 1966, ils en démissionnèrent ou en furent exclus. Ils constituèrent en 1967 la «Jeunesse communiste révolutionnaire». Dissoute le 12 juin 1968, cette JCR fusionna avec la IV^e Internationale en 1969, pour réapparaître sous le sigle de la «Ligue communiste révolutionnaire». Et, dès février 1971, une bonne partie de ses adhérents la quittaient pour fonder une nouvelle organisation appelée «Révolution!»...

Ainsi, à l'inverse des marxistes-léninistes authentiques, les trotskystes sont-ils incapables de recourir à un juste processus d'unification ; ils se divisent à l'infini.

SUR L'ORBITE DES FAUX COMMUNISTES DE MOSCOU ET DU PCF

La Ligue ne compte que très peu d'adhérents ouvriers, mais rassemble essentiellement des enseignants, des intellectuels, des étudiants et des lycéens.

Elle refuse aujourd'hui de considérer la Russie comme une superpuissance sociale-impérialiste, alors qu'à l'époque de Staline ses maîtres à penser étaient farouchement antisoviétiques. Par exemple, dans la brutale

occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée russe en 1968, elle ne discerne pas une attitude impérialiste. Pour la Ligue, l'État russe est un État ouvrier, qu'elle admet de qualifier de «dégénéré», mais sans en tirer conséquence. Elle nie que la politique de Brejnev ne soit socialiste qu'en paroles, et bel et bien impérialiste dans les faits.

Aussi soutient-elle, pour le moins objectivement, les entreprises hégémonistes des faux communistes de Moscou à travers le monde. Dans les innombrables situations où s'affrontent les deux superpuissances, la Ligue condamne l'impérialisme américain (ce qui est évidemment nécessaire), mais adopte des positions favorisant le social-impérialisme russe (ce qui est particulièrement contraire aux intérêts des peuples révolutionnaires du monde).

«... Non seulement le capitalisme n'est pas restauré en URSS, il n'y a pas de «classe dominante et exploitée» mais dans l'hypothèse d'un conflit entre l'URSS et les USA nous soutenons inconditionnellement l'URSS ce qui n'implique en rien une caution à la politique de sa direction actuelle, ni à la couche bureaucratique qui a usurpé le pouvoir d'entre les mains du prolétariat» (Rouge, du 25 juillet 1975).

— Si ce n'est plus le prolétariat qui domine, alors à quelle classe appartient donc cette couche bureaucratique, sinon à la bourgeoisie ?

— Prenons acte de l'aveu de taille ici fâché : jeunes militants trotskystes de la Ligue, préparez-vous à combattre demain sous la bannière du social-impérialisme et du social-fascisme INCONDITIONNELLEMENT!

Ainsi n'a-t-elle pas avancé la moindre critique sérieuse vis-à-vis des révisionnistes chiliens et de leurs maîtres russes, premiers responsables des massacres fascistes des ouvriers et du peuple du Chili pour avoir fait confiance à ces criminels et n'avoir opposé à leurs préparatifs qu'une voie «pacifique» et «démocratique» destinée à amener la domination du social-fascisme.

Ainsi soutient-elle activement ses homologues du Portugal, qui font sur place le jeu du social-impérialisme russe à travers le parti social-fasciste portugais, qui va provoquer, lui aussi, à sa manière, la montée du fascisme.

Cependant, la Ligue proclame que la seule solution possible pour régler son compte à l'État fasciste d'Israël, c'est la révolution prolétarienne arabe, et non point la révolution nationale palestinienne.

Comme on le voit, l'efficacité de la Ligue contre l'impérialisme est finalement inexistante, et la confusion qu'elle contribue à imposer dans les esprits des jeunes lycéens et étudiants qui l'écoutent va même concrètement en sens opposé.

Mais la responsabilité la plus grave encourue par cette secte trotskyste réside dans son refus de caractériser correctement le social-impérialisme russe : en fait, en refusant de les dénoncer pour ce qu'ils sont, la Ligue «communiste» s'est délibérément placée sur l'orbite des faux commu-

nistes de Moscou. On comprend mieux dès lors pour quelle raison elle fait désormais défiler ses militants derrière le faux Parti communiste français, même si des divergences de tactique l'opposent à lui. A noter d'ailleurs que ces divergences ressemblent fort à celles qui opposent actuellement les dirigeants russes aux P«C» italien, espagnol et dans une moindre mesure, français.

LA GRANDE PEUR ACTUELLE DE LA LIGUE : LE PARTI MARXISTE-LÉNINISTE UNIQUE

Depuis quelques mois, dans son organe «Rouge», la Ligue n'ironise plus en parlant des marxistes-léninistes. Presque chaque semaine, elle publie des articles ayant pour objet de déformer les positions de l'Humanité-Rouge et de tenter d'opposer entre elles les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, notamment l'HR et le PCR(ml).

Un seul exemple : dans son numéro du 17 octobre dernier, «Rouge» consacre une page entière à attaquer HR accusée d'hostilité envers le parti révisionniste portugais et les nouveaux tsars de Russie qui le manipulent. On voit bien là qui défend maintenant la secte trotskyste de Krivine !

Mais en réalité, ce sujet n'est qu'un prétexte que ne parvient pas à dissimuler la grosseur du titre utilisé. L'obsession de «Rouge» apparaît dans un sous-titre : «HR pour un parti unique des ml». Le recours au mensonge devient alors éloquent : en affirmant que c'est «au retour d'un séjour en Chine, en juillet 1975, que



Jurquet a lancé, au nom d'HR, la perspective d'un parti unique des marxistes-léninistes en France», le trotskyste Filoche veut relancer la vieille accusation réactionnaire de la bourgeoisie et des révisionnistes contre les communistes «agents des Chinois». Malheureusement pour ce plumitif, il suffit de lire notre quotidien de début mai à fin juin 1975 pour constater que la campagne pour l'unification des marxistes-léninistes a commencé bien avant le départ de la délégation de nos camarades pour la République populaire de Chine !

(à suivre demain : à propos de quelques autres sectes trotskystes)



SAHARA OCCIDENTAL: APPELS A LA SAGESSE ET A LA VIGILANCE

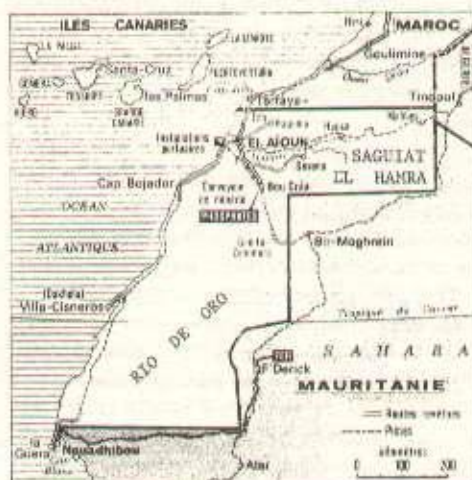
Le suspens continue sur le sort de la «marche verte» décidée par le souverain marocain, et dont le départ a déjà été reporté plusieurs fois en raison des négociations entamées avec le gouvernement espagnol. Celles-ci, toutefois, se sont closes sans aboutir à un changement substantiel des positions respectives des deux pays. Le Maroc maintient son projet et ses revendications. L'Espagne continue d'affirmer qu'elle s'y opposera, par la force si nécessaire, tout en réaffirmant sa volonté d'agir dans le sens de l'organisation du référendum d'autodétermination préconisé par l'ONU.

Le Conseil de sécurité des Nations unies, de son côté, tenait une séance urgente au cours du week-end dernier, à l'issue de laquelle il adoptait, à l'unanimité, une nouvelle résolution sur le sort du Sahara occidental. Celle-ci appelle toutes les parties intéressées à éviter toute action unilatérale qui pourrait aggraver la tension dans la région.

Le porte-parole chinois a déclaré, au cours de cette réunion : «En résumé, nous avons toujours soutenu fermement que l'Espagne devrait mettre fin à sa domination coloniale sur le Sahara occidental. En même temps, eu égard aux facteurs compliqués et aux circonstances actuelles, intervenus autour de la question du Sahara occidental, nous espérons sincèrement que les pays africains intéressés, de concert avec le peuple du Sahara occidental, tenant compte des intérêts d'ensemble de la lutte solidaire contre le colonialisme et l'impérialisme, régleront de façon raisonnable et par voie de consultation amicale, le problème existant dans cette région pour préserver l'unité et l'amitié entre les pays et les peuples intéressés, et éviter les aggravations et complications éventuelles de la question. En

même temps nous estimons nécessaire de maintenir une vigilance particulière et d'empêcher les superpuissances de profiter de l'occasion pour se mêler de l'affaire.»

De son côté, M. Hadrami, porte-parole du F.POLISARIO, de passage à Paris, a rappelé que «tout règlement diplomatique ne peut être juste que dans la mesure où il tiendra compte de la volonté du peuple saharoui qui s'est clairement prononcé pour son indépendance.»



Evoquant le ralliement au roi du Maroc du président de l'assemblée du Sahara occidental, il l'a qualifié de «sans importance», «Un individu ne peut représenter tout un peuple. Celui-ci n'avait plus de représentativité au Sahara où il était manipulé par l'Espagne.»

Il a révélé en conclusion qu'un grand meeting s'était tenu récemment au Sahara en présence de 75 chefs de tribus membres de l'assemblée, pour affirmer leur attachement à l'unité nationale et à la défense de l'intégrité territoriale du pays.

Provocation indienne à la frontière chinoise

Le 20 octobre 1975, un groupe de soldats indiens franchissait la ligne de contrôle sino-indienne établie le 7 novembre 1959, à la passe de Tulung. Malgré les avertissements répétés du poste de contrôle civil chinois de Chuna, ils s'obstinaient dans leur progression et ouvraient le feu contre le personnel du poste. Celui-ci ripostait aussitôt et les agresseurs ont dû se retirer précipitamment, laissant quatre morts sur le terrain. Les corps des soldats tués, leurs armes et leurs munitions ont aussitôt été remis aux autorités indiennes. Appliquant la technique du «voleur qui crie au voleur», celles-ci ont tenté de se faire passer pour les victimes d'une prétendue agression chinoise.

Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères chinois a rétabli la vérité des faits en réaffirmant clairement la position du gouvernement chinois sur la question de la frontière sino-indienne :

«En vue d'éviter les conflits frontaliers et d'assurer la tranquillité à la frontière, le gouvernement chinois est invariablement d'avis que le statu quo doit être maintenu à la frontière. A cet effet, il a pris, de son seul

côté, une série d'initiatives. Depuis des années, le personnel des postes de contrôle civil chinois... a toujours observé scrupuleusement cette position de principe du gouvernement chinois. Nous espérons que le gouvernement indien prendra des mesures efficaces et garantira que de pareils incidents ne se renouvellent plus à l'avenir.»

ONU : L'APARTHEID CONDAMNÉ

A une très large majorité, la commission politique spéciale de l'ONU a adopté mardi soir une résolution qui demande instamment aux principaux partenaires économiques de l'Afrique du Sud, en particulier le Royaume uni, les Etats-Unis, la France, la République fédérale allemande, le Japon et l'Italie, de cesser toute collaboration avec «le régime raciste de l'Afrique du Sud et de coopérer avec les Nations unies pour l'élimination de l'apartheid». La résolution condamne également formellement «le renforcement des relations et la collaboration entre le régime raciste de l'Afrique du Sud et Israël, dans les domaines politique, militaire, économique et autres».

ESPAGNE : LA RÉPRESSION CONTINUE

Pendant que les porte-paroles de la «Junta démocratique» paradent à Madrid où ils tiennent des conférences de presse publiques sans être inquiétés, la répression continue à s'abattre sur les révolutionnaires espagnols, particulièrement sur les militants du FRAP et du PCE(ML). Vingt-six militants de ces deux organisations ont été arrêtés en Galice pour la seule journée de lundi. A Madrid, deux arrestations ont eu lieu de militants supposés du FRAP, accusés d'avoir distribué de la «propagande subversive» dans les couloirs du métro.

Depuis le mois d'août plus de 1 000 personnes ont été arrêtées en Espagne pour leur appartenance supposée au FRAP. Cela n'a pas arrêté un instant l'activité révolutionnaire de ce dernier.

ALGÉRIE : UNE BONNE RÉCOLTE DE CÉRÉALES

En dépit de la sécheresse persistante, l'Algérie a rentré cette année une bonne récolte de céréales. Sa production totale a considérablement augmenté par rapport à celle de l'an passé. C'est le fruit des efforts continus des fellahs, des techniciens et du gouvernement algérien pour réduire la dépendance du pays à l'égard de l'étranger dans le domaine vital des cultures vivrières.

A l'heure actuelle l'Algérie consomme 2,5 millions de tonnes de céréales par an et ne peut encore suffire à ses besoins. Mais du fait de l'amélioration des méthodes de préparation du sol, de la sélection des semences, de l'utilisation des engrais, insecticides et herbicides, des progrès notables ont pu être enregistrés. C'est ainsi que dans la wilayate de Tiaret on a rentré cette année 300 000 tonnes de céréales contre 124 000 l'année dernière.

BANGLA-DESH : SITUATION CONFUSE

La situation reste très confuse au Bangla-Desh où les négociations semblent se poursuivre entre les généraux nostalgiques de la présence soviétique et le gouvernement civil mis en place à la suite du coup d'état d'août dernier. Le couvre-feu a été instauré dans la capitale où patrouillent des détachements de soldats, et l'armée a établi des barrages sur les routes. L'aéroport demeure fermé au trafic et toutes les télécommunications demeurent interrompues.

PANAMA : LA CAUSE DE TOUTE L'AMÉRIQUE DU SUD

Le chef du gouvernement panamien, Oscar Herrera, vient de réaffirmer très vigoureusement la volonté du Panama de retrouver sa pleine souveraineté sur la zone du canal, actuellement colonisée par les USA.

Au sommet des 6 pays d'Amérique centrale qui se tient à Guatemala, il a déclaré que le peuple panamien a commencé «un processus de libération nationale afin de permettre à ses générations à venir de vivre dans un pays où flotte le seul drapeau national. Avec la disparition des expressions les plus odieuses de l'impérialisme, telles que la police, la prison et la loi étrangère, la zone du canal, cette langue de terre coloniale, cessera d'être progressivement. Nous avons fait de notre cause une cause continentale. Le Panama bénéficie du soutien et de l'aide des pays latino-américains.»



L'enjeu méditerranéen

S'il en était encore besoin, le formidable déploiement des forces navales des deux super-puissances en Méditerranée nous rappellerait l'importance stratégique qu'elles donnent à leur présence dans la région. Mais l'enjeu n'est pas seulement militaire. L'Europe aussi sait bien que son indépendance est liée à celle des peuples riverains. Et qu'il est temps de bâtir une étroite coopération économique méditerranéenne. En effet :

— Les pays de la région, et notamment ceux de la rive sud, constituent un immense réservoir énergétique. Les réserves du Maghreb (Libye, Algérie) ajoutées à celles de l'Irak, de l'Iran et de la péninsule Arabique en pétrole ou en gaz sont suffisantes pour éteindre la soif de l'Europe en énergie, mais aussi en matières premières pour son industrie pétrochimique.

— Mais ils sont aussi riches en ressources minérales dont il est facile de multiplier les exemples : phosphates du Maroc, du Sahara « espagnol » ou de Tunisie, fer de Libye, de Mauritanie, bauxite de France, de Yougoslavie, de Grèce, cuivre d'Espagne ou de Tunisie.

— Enfin, ils constituent un immense réservoir de main d'œuvre. La population des 13 pays les plus peuplés de la Méditerranée (France et Italie exclues) atteindra, selon une hypothèse « basse » faite par l'ONU, 320 millions d'habitants en 1985, contre 225 millions en 1970.

Or, alors que jusqu'à ces dernières années, la sous-industrialisation semblait être un point commun à tous les pays riverains (sud de la France et sud de l'Italie compris), tous se lancent maintenant dans l'industrialisation.

Quelle que soit la forme de cette dernière — lourde ou de transformation destinée à l'équipement du pays ou à l'exportation — sa réussite nécessite une aide extérieure (équipement, technologie, formation de la main d'œuvre locale) que peut apporter l'Europe.

Le président Boumediène déclarait, il y a quelques mois, dans une interview au « Monde » : « Les Européens ont actuellement la possibilité de jeter les bases d'une coopération à long terme qui garantirait leur approvisionnement en pétrole pendant 25 ans, en échange de leur participation au développement d'une région qui les intéresse au premier chef. »

Il est clair que ni les Américains, ni les Russes n'ont l'intention de laisser se renforcer un axe Europe-Afrique qui mettrait en danger leur hégémonie. Ni les uns ni les autres ne pensent admettre que la Méditerranée devienne une aire privilégiée de l'Europe, qui renforcerait non seulement son indépendance industrielle, mais aussi son indépendance politique grâce à la double garantie d'approvisionnement en énergie et en dollars.

La capacité de l'Europe à relever le défi est un facteur important de la lutte contre l'hégémonie des deux super-puissances.

Résumé : Le Palais d'hiver, dernier bastion des capitalistes de Russie, est attaqué de toutes parts par la Révolution.



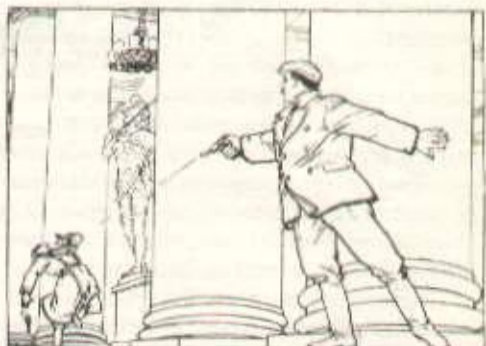
111) La porte du Palais d'hiver est franchie. L'ennemi s'est enfui et s'est réfugié dans la salle principale du Palais d'hiver. Les ouvriers, les marins et les soldats révolutionnaires les poursuivent rapidement, éliminant une poignée d'ennemis obstinés et entrent dans la salle.



112) Dans la salle principale du Palais d'hiver c'est la « confusion » de l'ennemi. Le lieutenant Kiriline crie fort et tire plusieurs coups de pistolet mais il ne peut empêcher la fuite des élèves-officiers.



113) Matvéev conduit les ouvriers révolutionnaires, les marins et les soldats qui s'enfoncent dans la cour intérieure du Palais d'hiver et continuent de poursuivre les ennemis.



114) Le lieutenant Kiriline se cache derrière une colonne et prétend mener sa dernière lutte qui est sans issue. Il a vu Matvéev se rapprocher, alors il tire un coup de revolver qui passe au-dessus de la tête de Matvéev, celui-ci s'esquive derrière une colonne, et d'un seul coup il tue le réactionnaire entêté.

A la gare Metz-Sablon :

GRANDE COLERE APRES « L'ASSASSINAT » D'UN CHEMINOT

Un cheminot est mort. La direction SNCF a préféré économiser au triage de Metz-Sablon un dispositif de sécurité au poste A3. Le cheminot père de 6 enfants est mort d'un éclatement du foie, dans la collision de deux diesels.

A l'heure actuelle, la direction SNCF cherche un bouc émissaire pour se déculpabiliser, pour faire supporter le châtement au cheminot ayant « failli » au règlement, au « devoir ».

Les responsables c'est vous messieurs les dirigeants de la SNCF. C'est vous qui conser-

vant dans notre région, ce vestige des temps passés qu'est le galop tour*, vous mettez en illégalité avec vous même.

C'est vous qui par le sang, la sueur, les larmes rentabiliser les chemins de fer au service de la « collectivité » des trusts, des Dervendel, Sacitor, etc.

C'est vous qui tenez dans vos mains, toutes les armes du crime : l'abrutissement, le manque de personnel, les tournées infernales, certains jours même pas 8 heures de repos entre deux tournées. Tout cela fait partie de vos calculs sordides dans le seul but d'économiser, rentabiliser au maximum les travailleurs.

Si la justice actuelle n'était pas entièrement à votre service, c'est vous qu'elle emprisonnerait pour avoir sciemment risqué la vie d'un travailleur, pour l'avoir assassiné dans le seul but de faire du bénéfice.

Mais la justice actuelle est une justice de classe, au service de la bourgeoisie et donc contre les travailleurs. C'est une justice qui enferme deux ans le jeune Jean-Pierre, avant de le juger innocent et qui crie au scandale quand un PDG est enfermé comme étant responsable de la mort d'un travailleur.

Quelles différences y-a-t-il entre un voyou qui tue pour voler et un patron qui risque la vie d'un travailleur pour ces bénéfices. Le premier est un malade d'une société que le second a créé et dont il est entièrement responsable.

Correspondant H.R.-Metz

* Le galop tour est une tournée de travail supprimée dans toute la France sauf en Lorraine. Il consiste en général à faire deux soirées, deux matinées, deux nuits dans la semaine entre le changement soirée-matinée ou matinée-nuit, il y a 8h de repos alors que dans le PSA, règlement de la SNCF, il est noté qu'au minimum le temps de repos entre deux tournées, doit être de 10h de repos.

LA MÉDECINE DU TRAVAIL AU SERVICE DU PROFIT :

Un exemple à l'usine Faulilles à Lille.

L'usine de Faulilles, qui appartient au groupe Nobel-Bogel, est une fabrique d'explosifs. On y produit notamment le TNT. Or ce produit est composé de glycol et de trinitrine, utilisé aussi comme médicament pour traiter les crises d'insuffisance coronarienne (insuffisance de vascularisation du cœur). Et les conditions de travail sont telles que les ouvriers respirent continuellement du TNT, ce qui fait que leurs artères sont accoutumées à un état de stimulation permanente. Lors des week-ends, ne respirant plus le produit, étant en état de manque relatif, les ouvriers sont susceptibles d'avoir des accidents cardiaques. Ils ont d'ailleurs pris pour habitude, quand ils se sentent mal, de respirer leurs vêtements de travail imbibés. Malgré cela, certains font des crises nécessitant l'hospitalisation. Déjà, plusieurs ont dû être admis d'urgence en réanimation, et ceci malgré l'intervention d'une expertise de la médecine du travail qui n'a eu pour effet que la pose de ventilateurs bien insuffisants.

(A suivre)



Au Palais des Sports, le Potemkine de Hossein, Soria et Decaux :

UNE GLOIRE AU TSAR

Potemkine est un nom qui donne chaud au cœur. Les peuples du monde le connaissent bien. Il est synonyme de révolte contre l'opresseur. Tous les révolutionnaires reconnaissent dans la rébellion des marins du Potemkine un signe précurseur de la révolution d'Octobre 1917. Pour Lénine «le cuirassé Potemkine demeure l'invincible territoire de la révolution». C'est pour tout ce qu'il représente que l'annonce de la pièce de Robert Hossein a reçu un très large écho dans le public et en particulier dans la classe ouvrière. Une pièce sur Potemkine, c'est une pièce sur la marche de la révolution, une pièce qui parle du peuple et de ses luttes, qui le met sur scène. Tout le monde se dit cela en allant au Palais des sports.

LA SCÈNE APPARTIENT À LA RÉACTION

Mais il y a une énorme supercherie. Le héros de la pièce, ce n'est pas le peuple, c'est le tsar et ses fidèles réactionnaires. Qui mène la danse ? Le commandant du cuirassé qui terrorise les marins chaque fois qu'il apparaît. Les soldats du tsar, presque en permanence sur la scène, tout de blanc vêtus qui — tels des automates bien réglés — écrasent, répriment et fusillent sans que le peuple ne réagisse une seule fois.

J'ATTENDS LA BALLE DU FUSIL

Hossein — qui en profite pour s'afficher en vedette — symbolise, dans la pièce, la révolution ! C'est de sa bouche en effet, sur un film projeté par intermittences au cours de la pièce, que viennent les explications sur l'évolution de la situation en Russie, c'est lui qui commente les événements. En fait d'explications, Hossein — sur un ton de dramatique de télé où on sent nettement la patte d'Alain Decaux — fait entre autres l'amalgame entre les bolcheviks de Lénine et les mencheviks de Plekhanov et décrit là révolte d'Odessa comme «l'horreur à l'état pur». Il nous annonce également que le seul marin révolutionnaire du Parti social-démocrate sur le bateau «ne voit aucun moyen de mobiliser les matelots, sauf IMPRÉVISIBLE». Un militant révolutionnaire qui ira loin ! Ce n'est qu'au bout d'un moment qu'on s'aperçoit qu'Hossein est en prison ! Ce symbole guignolesque de la révolution est fusillé ! Ainsi on a la corvée de subir la scène d'Hossein mort, encore attaché au poteau d'exécution, éclairé par un projecteur pendant une minute (c'est long une minute...). On entend dans les hauts parleurs : «Les guerres assassinent... des frères morts pour rien... J'attends la balle du fusil... Les luttes incertaines dont les vainqueurs sortent trahis...».

Le trio Hossein-Soria-Decaux ne montre que du sang et des barreaux de prison, veut faire croire au poids de la fatalité, contre le peuple. «Que restait-il à ces hommes ?... C'est leur rêve qu'on tuait...» Ainsi les moments forts de la pièce : la «victoire» des révoltés du Potemkine pour notre trio c'est

la veillée d'un marin qui a été tué. La «fraternisation» entre les marins et la population d'Odessa c'est un défilé d'enterrement pour ce même mort. Le signe précurseur de la Révolution que constitue la révolte du Potemkine c'est pour nos lascars l'assassinat de Matouchenko, le marin révolutionnaire, et l'assassinat de la Révolution elle-même.

LE MÉPRIS DU PEUPLE

Ce n'est pas le peuple qui a la parole dans cette pièce : ces pantins gesticulant dans tous les sens qui s'engueulent, qu'on montre comme des lâches terrorisés, c'est le peuple. La mise en scène veut nous faire croire que les masses donnent leur avis. Écoutons-les ! Mais quoi ? Une musique assourdissante et dramatique hurle des amplificateurs. On nous annonce 100 acteurs sur l'affiche, mais il doit y en avoir la moitié qui boit le pot dans les coulisses : face aux soldats tsaristes armés et puissants, le peuple est une poignée d'hommes et de femmes terrorisés. Les marins, le peuple sont incapables de s'unir, ils sont d'ailleurs incapables de tout, même de tirer juste avec leurs canons sur le bastion des représentants du tsar.

MUSIQUE ET MISE EN SCÈNE DE LA SUPERCHERIE

Un décor luxueux, des prouesses techniques, musique, cinéma et théâtre ne masquent pas l'entreprise mystificatrice. Sur la scène c'est le règne des millions de francs au service de la bourgeoisie. Le cuirassé est présent. Mais il ne vit pas, toujours il ressemble à un os mou noyé dans la brume et les orages musicaux. Pourquoi ce matraquage de musique ? Chostakovitch au service du peuple ? Non. Matraquons les gens avec de la musique violente à l'excès ! Fascinons-les !

Empêchons-les de penser ! «Les révolutions sont toujours vouées à l'échec». Cette idée est présente partout sur scène et pourtant notre trio n'ose pas l'exposer clairement.

UNE AFFAIRE QUI MARCHE

Les dizaines de milliers de spectateurs qui ont vu cette pièce, la main-mise des comités d'entreprise sur une grande quantité des places, la participation d'Europe 1, la publicité qui a été faite montrent que c'est une affaire qui marche. Du fric, beaucoup de fric pour Europe 1 mais aussi pour le P«C»F qui, si c'est pour lui un moyen de faire passer ses idées et sa propagande antirévolutionnaire et démobilisatrice, ne perd pas son temps non plus sur le plan financier. Il n'y a qu'à voir le soutien important qu'il apporte à la pièce : très nombreux articles dans l'Humanité, interviews de Hossein, participation de Georges Soria, historien éminent du P«C»F, à la pièce, et le monopole des places par les comités d'entreprises qu'on sait pour la grande majorité contrôlés par le P«C»F.

En fait, comme il y a deux classes sociales qui s'affrontent dans notre société, ouvrière et bourgeoise, il y a deux Potemkine. Celui d'Hossein, mystificateur et démobilisateur et celui d'Eisenstein, révolutionnaire et victorieux. Allez voir le film d'Eisenstein et la pourriture d'Hossein et Soria et comparez vous-mêmes. Il y en a un qui dit : «Le temps est venu où le peuple doit dire son mot» et un autre qui dit : «Étouffons le Potemkine, étouffons la révolution, étouffons la libération du prolétariat».

Le film d'Eisenstein passe au cinéma Saint-Lambert, 6 Rue Pecllet, Métro Vaugirard, Vendredi, 21h ; samedi, 15h et 21h ; dimanche, 14h, 16h30 et 21h (v.o.) ; 10,00 F.

UN FILM À VOIR

Un document exceptionnel sur l'apartheid en Afrique du Sud La dernière tombe à Dimbaza

Excellent documentaire tourné clandestinement en Afrique du Sud, ce film montre d'une manière précise et émouvante comment 4 millions de blancs exploitent au maximum 18 millions de noirs, indiens et métis en permettant tout juste de survivre à ceux qui sont utiles, en éliminant ceux qui ne le sont plus et en réprimant féroce-ment ceux qui se révoltent.

Les images sont percutantes : les baraquements où s'entassent les ouvriers agricoles derrière la villa somptueuse du maître blanc ; la servante qui fait manger le bébé de sa maîtresse alors que le sien est mort de malnutrition ; les «réserves» où sont parqués «improductifs», les chômeurs et en particulier les enfants (beaucoup vont mourir de malnutrition et leurs tombes sont déjà creusées). Des chiffres mesurent l'ampleur de la souffrance du peuple : un enfant sur deux meurt avant l'âge de

deux ans ; une moyenne de deux pendaisons par semaine ; de deux accidents du travail mortels par jour dans les mines d'or. D'autres chiffres dévoilent l'importance du profit des trusts internationaux.

La colère du peuple est grande. Les grèves se multiplient dans des conditions extrêmement difficiles. La révolte est inévitable et les fascistes au pouvoir le savent. Ils se préparent au génocide : on voit ainsi des blancs s'entraîner systématiquement au tir et l'armée très organisée et dotée d'un équipement militaire des plus modernes et meurtriers — surtout fourni par le gouvernement français — malgré les décisions de l'ONU.

Un lecteur
Tous les jours au Studio Saint-Séverin,
12 Rue Saint-Séverin, Métro Saint-Michel.
Tél. ODE-50-91. Permanent de 14h à
23h. Entrée : 9,00 F, collectivités : 7,50 F.

Règlement de comptes dans la majorité

Parlant au micro de Radio Monte-Carlo, samedi dernier, Sanguinetti, l'un des chefs de file de l'UDR, avait déclaré, à propos de l'élection présidentielle de 1974 :

« La France n'avait alors personne de grande dimension. Ça a été la lutte de deux borgnes et d'un aveugle. Il y avait un borgne qui avait un œil meilleur que l'autre, c'est-à-dire Giscard. » Et il ajoutait, toujours aussi vindicatif : « L'UDR avait le 5 mai 1974 au soir à choisir entre trois inconvénients. Il y avait l'inconvénient Mitterrand, l'inconvénient de l'abstention et il y avait l'inconvénient Giscard. Eh bien ! J'ai pris l'inconvénient Giscard ! Nous saurons après le septennat, et quand il aura cessé de s'autocommémorer tous les cent jours, si ça valait la peine, ou pas, mais on ne le saura pas avant ! »

Ces propos peu aimables ont déchaîné les foudres de l'Elysée qui vient de frapper un premier coup vengeur : l'ancien secrétaire général de l'UDR vient d'être démis de ses fonctions de président de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) ; un confortable fromage vient ainsi de lui être retiré. « Comment voulez-vous que cela puisse m'empêcher de parler ? », a commenté la victime de cette purge, « Au contraire il ne peut plus rien me faire... Je n'ai pas d'obligation envers le président de la République. Il en a envers moi depuis l'élection présidentielle. »

Affaire à suivre, vu la personnalité de la « victime ». Le torchon brûle du côté de la majorité !

LES EMBARRAS DU PCF

Le PCF vient de commencer la session de son comité central qui doit préparer les 22^e assises du parti en février prochain.

Contrairement aux habitudes, aucune information ne doit filtrer à l'extérieur sur le déroulement de ces débats dont seules les conclusions seront rendues publiques dans le courant de la semaine prochaine. C'est le chef de file des pro-soviétiques inconditionnels, Jean Kanapa, qui a été chargé de présenter un rapport sur le thème « Ce que les communistes veulent pour la France ». A cela nous pouvons répondre sans plus tarder : ils entendent donner à notre pays des patrons soviétiques qui y feraient la loi comme s'ils étaient chez eux.

Mais pour en arriver là les dirigeants révisionnistes sont bien embarrassés et ne savent plus à quel saint se vouer pour donner l'illusion que « l'union de la gauche » est vivante et solide, sans perdre des plumes au profit des alliés et rivaux du Parti socialiste.

Déjà le crédit de cette mystificatrice union de la gauche est bien émué auprès des travailleurs. Beaucoup de ceux qui y avaient sincèrement mis leurs espoirs d'un changement de leur sort, se lassent de ces aigres querelles qui opposent les deux frères ennemis au profit de sordides combines électorales et de luttes d'influence dans lesquels les intérêts de la classe ouvrière et du peuple de France n'ont rien à voir. Quelle que soit la tactique qu'elles choisiront pour sortir de cette impasse, les 22^e assises du PCF n'y changeront rien. Bien au contraire.

Aucun hôpital ne pouvant l'accueillir UN PETIT GARÇON EST MORT

Un petit garçon de 5 ans est mort la semaine dernière après 6 heures d'agonie. Victime d'un accident de la circulation et grièvement blessé, il était conduit par Police-secours au Centre hospitalier de Créteil. Là on a diagnostiqué ses blessures, mais impossible de le soigner : l'hôpital était insuffisamment équipé pour cela. Pendant 6 heures le service d'aide médicale d'urgence a désespérément cherché un hôpital susceptible d'accueillir l'enfant. C'est d'abord le CHU Henri Mondor qui le refusait, bien que possédant tous les moyens matériels nécessaires, il n'y avait pas sur place le personnel de garde indispensable. A l'hôpital Laënnec, à la Pitié, à Marie Lannelongue, à Broussais et à St Vincent de Paul on affichait complet ou bien le personnel manquait. Même chose à Beaujon. A Necker, après un premier refus, l'enfant était enfin admis en réanimation, mais trop tard : il mourait une demi-heure plus tard.

Ce n'est certes pas au personnel des hôpitaux qu'il faut s'en prendre pour cette révoltante histoire. A l'exception de certains grands patrons absentéistes et pas toujours honnêtes, médecins, infirmières, aides-soignantes font souvent preuve de grandes capacités et d'un immense dévouement. Mais c'est bien la politique de la bourgeoisie qui est responsable de ces scandales quotidiens. Le budget de la Santé, comme tous les secteurs « non rentables » est chaque année soigneusement rogné en dessous du strict minimum. Résultat : pas assez de personnel et pas assez de matériel. C'est seulement en système socialiste que « l'homme est le capital le plus précieux ». Pour messieurs les capitalistes, rien n'est plus précieux que leurs profits. A cause de cela des petits garçons peuvent mourir alors qu'ils auraient dû vivre.

DROIT A L'ESPIONNAGE POUR LES PATRONS

La justice française vient de démontrer une nouvelle fois après les affaires peu reluisantes en cours, son caractère de classe. La cour d'appel de Besançon vient en effet de casser un jugement en relaxant un industriel qui avait espionné les conversations téléphoniques de « ses » ouvriers.

Le 4 décembre dernier, en effet, Bernard Weil, PDG d'une entreprise de Besançon, avait été condamné à 4 000 F d'amende pour « atteinte à l'exercice du droit syndical » par le tribunal de grande instance.

A l'origine de l'affaire, un « mouchard » branché sur l'installation téléphonique de l'entreprise, qui avait permis au PDG de surprendre la conversation téléphonique d'un de ses employés, délégué syndical, avec la Fédération syndicale de l'habillement. Selon le PDG qui a reconnu les faits, le délégué syndical employa des « termes injurieux » pour parler de lui. Conséquence : le PDG prit des mesures de vengeance et bloqua la promotion du délégué.

Le plus remarquable dans toute l'affaire c'est que les jugements, tant celui rendu par le tribunal de grande instance que celui de la Cour d'appel, ont porté sur la question de la promotion refusée à l'ouvrier et à aucun moment sur la question de l'espionnage des ouvriers par le patron.

En d'autres termes il est tout à fait normal et légal qu'un PDG fasse ses propres écoutes téléphoniques pour fichier « ses » employés.

ZAIRE : RÉPONSE AUX MENACES RUSSES

Le général Mobutu Sese Seko, président de la République du Zaïre, a qualifié mercredi de « giffe à l'Afrique » le memorandum soviétique remis au président de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

« L'Afrique, a ajouté le président Mobutu dans une déclaration remise à la presse Kinshasa, doit prendre ses responsabilités et agir en conséquence. » Le président zairois a également déclaré à propos de l'Angola que le Zaïre « continuerait de soutenir militairement et financièrement tous les mouvements de libération qui ont eu à arracher leur indépendance des mains des colonialistes. » La Guinée-Bissau et le Mozambique déjà libérés, a-t-il ajouté, « constituent des preuves irréfutables de la contribution du Zaïre pour les pays qui luttent pour leur liberté. »

Après avoir rappelé que plus d'un million et demi de réfugiés angolais se trouvaient actuellement dans son pays, le président Mobutu a accusé l'Union soviétique « d'utiliser le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) comme paravent pour son implantation en Angola ».

« Jamais, a ajouté le président zairois, l'URSS n'a mis à la disposition des combattants de la liberté un seul fusil, ni une seule cartouche, simplement parce que la guerre était dirigée contre les blancs. Il a invité « les pays épris de paix et de liberté » à dénoncer « cette forme de racisme », alors même que l'URSS introduit « en masse des armes plus sophistiquées dans la colonie portugaise destinées à intensifier la lutte fratricide entre mouvements de libération. »

SUITE DE L'EDITORIAL

campagne internationale à grande échelle pour évincer les deux mouvements qui s'opposent à ses ambitions, calomniant odieusement la République populaire de Chine qui soutient les aspirations à l'unité du peuple angolais et dénonce ses ambitions impérialistes.

Elle a déployé tous ses efforts, notamment sous le couvert du 4^e et du 5^e gouvernement portugais, alors à majorité pro-soviétique, pour saboter les accords d'Alvor et attiser le feu de la guerre civile. Elle vient enfin de transmettre au président de l'Organisation de l'unité africaine un ultimatum menaçant, laissant entendre qu'elle interviendrait ouvertement en Angola si tous les pouvoirs n'étaient pas transférés à son seul protégé. Cette démarche a suscité l'indignation de la majorité des pays africains qui militent en faveur de l'unité de l'Angola.

A Kampala devrait s'ouvrir cette semaine la « conférence de la dernière chance » entre l'OUA et les trois mouvements angolais. Tous les amis du peuple angolais ne peuvent qu'espérer qu'ils se saisiront de cette occasion pour refaire leur unité et préparer la paix et l'indépendance de l'Angola dans le refus de toute ingérence de l'une comme de l'autre superpuissance.

PARIS

Le 6 novembre de 18 heures à 22 heures, se tiendront à la Bourse du travail 4 heures de l'emploi organisées par le syndicat CFDT du Livre et encouragées à tous.